

Important remaniement ministériel dans le Cabinet Trudeau

A la suite de la démission récente du ministre des Finances, M. Donald Macdonald, le premier ministre, M. Trudeau, a procédé le 16 septembre, à un important remaniement de son Cabinet.

C'est M. Jean Chrétien, ex-ministre de l'Industrie et du Commerce, qui devient ministre des Finances; c'est la première fois dans l'histoire parlementaire canadienne que ce poste est occupé par un Canadien d'expression française.



Richard Vroom

Le nouveau ministre des Finances, M. Jean Chrétien.

Autres éléments nouveaux au Cabinet, la création d'un poste de vice-premier ministre, qui sera tenu par M. Allan MacEachen; celui-ci reste, cependant, président du Conseil privé de la reine au Canada. Également, la création d'un ministère des Relations fédérales-provinciales, dont M. Marc Lalonde, ci-devant ministre de la Santé et du Bien-être social, devient le responsable. Un seul nouveau venu au Cabinet: M. Norman Cafik, nommé ministre d'État au Multiculturalisme.

Les autres changements sont les suivants:

M. Warren Allmand passe des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministère de la Consommation et des Corporations;

M. Hugh Faulkner, de la Science et de la technologie, passe aux Affaires indiennes et du Nord canadien;

M. Judd Buchanan, demeure ministre des Travaux publics et devient, en plus, responsable des sciences et de la technologie;

M. Léonard Marchand, ministre d'État aux Petites entreprises, passe à l'Environnement; .

Mme Monique Bégin du ministère du Revenu national devient ministre de la Santé nationale et du Bien-être social;

M. Anthony Abbott, ministre de la Consommation et des Corporations devient ministre d'État aux Petites entreprises;

M. Joseph Guay, passe du Multiculturalisme au ministère du Revenu national;

M. Jack Horner, ministre sans portefeuille, est nommé ministre de l'Industrie et du Commerce.



Madame Monique Bégin, en accédant au ministère dont le budget est le plus important (Santé nationale et Bien-être social, avec responsabilité du Statut de la femme), devient "la" personnalité féminine du nouveau Cabinet.

Le Canada condamne l'apartheid

A l'occasion de la Conférence mondiale pour l'action contre l'apartheid, qui s'est tenue du 22 au 26 août à Lagos (Nigéria), le représentant du Canada, M. Robert Stanbury, vice-président de la Conférence, a transmis un message au nom du premier ministre, exprimant son soutien pour les objectifs de la Conférence, et supportant la participation active du gouvernement canadien.

Voici des extraits de l'allocution prononcée par M. Stanbury à la session plénière de la Conférence:

"...Au cours des deux dernières années, la majorité sud-africaine a laissé éclater sa détermination d'obtenir l'égalité pleine et entière. Cette détermination, qui se manifeste surtout chez les jeunes, à exiger de la société dans laquelle ils vivent qu'elle leur donne autant de chances qu'à tout autre citoyen, ne saurait être annihili-

lée. Elle ne cessera de croître. Pour éviter une guerre raciale totale, le gouvernement de l'Afrique du Sud doit, en collaboration avec tous ses citoyens, s'employer dès maintenant à une restructuration de la société sud-africaine. C'est là une tâche colossale qui doit être menée à bonne fin avant que l'amertume et le désenchantement ne compromettent à jamais toute chance de voir s'installer un jour l'harmonie raciale.

"Seuls les Sud-Africains peuvent apporter les réformes fondamentales capables de transformer l'Afrique du Sud en une société qui ne soit pas raciste. La communauté internationale doit poser des gestes qui, d'une part, amènent les gouvernants à changer d'attitudes et de sentiments et, d'autre part, apportent un soutien moral, politique et humanitaire à la majorité sud-africaine dans sa longue et pénible marche vers la justice et l'égalité.

"Le Canada a fortement appuyé le

programme pragmatique et efficace de la communauté internationale visant à l'éradication de l'apartheid. C'est ainsi qu'en 1963 le Canada a, de son propre chef, décrété un embargo sur la vente d'équipement militaire à l'Afrique du Sud et, en 1970, l'a étendu aux pièces de rechange pour l'équipement vendu antérieurement, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Le Canada est l'un des principaux bailleurs de fonds des Nations Unies et des autres organisations non gouvernementales prévues pour l'enseignement, la formation et l'aide humanitaire destinés aux peuples majoritaires de l'Afrique du Sud. Notre ambassadeur aux Nations Unies préside le comité consultatif d'éducation et de formation pour l'Afrique du Sud. Nous tenons pour essentiels et d'une importance grandissante de tels programmes, particulièrement devant l'émigration massive d'Afrique du Sud, à la suite des représ-